Chambre de commerce
LUXEMBOURG – RD CONGO

République démocratique du Congo

PROFIL D'INVESTISSEMENT PAYS 2026

MARCHÉ FRONTIÈRE · AFRIQUE SUBSAHARIENNE · ÉDITION PUBLIQUE

01 Présentation du pays

La République Démocratique du Congo est le deuxième pays d'Afrique subsaharienne par sa superficie et l'une de ses économies à la croissance la plus rapide, avec un taux de croissance réel moyen du PIB de 6,1 % sur la dernière décennie. Elle se situe à l'intersection de deux des tendances macroéconomiques mondiales les plus déterminantes de cette décennie : la transition énergétique et la compétition entre grandes puissances pour le contrôle des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques. Sa dotation en ressources naturelles — estimée à 24 000 milliards de dollars — en fait un nœud structurellement incontournable des infrastructures mondiales de technologie propre. La thèse d'investissement est convaincante ; le risque d'exécution est à la mesure.

PIB NOMINAL (2023)	CROISSANCE DU PIB (2024)	PRÉVISION PIB (2025)
66,4 Md $	6,2 %	5,5 %

INFLATION (2025)	DETTE PUBLIQUE / PIB	IDE ENTRANTS (2023)
7,5 %	~18 %	1,67 Md $

CAPITALE	Kinshasa
LANGUE OFFICIELLE	Français
SUPERFICIE	2,34 millions de km² — 2e plus grand pays d'Afrique
POPULATION	~107 millions d'habitants (est. 2024)
CHEF DE L'ÉTAT	Félix Tshisekedi (réélu déc. 2023, +73 %)
MONNAIE	Franc congolais (CDF)
PROGRAMME FMI	2,77 milliards USD — approuvé en 2025
ADHÉSIONS CLÉS	UA, SADC, CEPGL, signataire de la ZLECAf

02 Structure du PIB et moteurs de croissance

Le secteur extractif domine l'économie, représentant 39 % du PIB, 95 % des recettes d'exportation et 42 % des recettes publiques. Le PIB réel a progressé de 6,2 % en 2024 (contre 8,6 % en 2023), porté par une expansion de 11,6 % de la production minière. La Banque mondiale prévoit une croissance moyenne de 5,1 % pour 2026–2028, à mesure que les grands projets miniers arrivent à maturité, avec un rôle croissant attendu des services et de la construction. L'inflation a fortement décéléré, passant de 17,7 % en 2024 à 7,5 % en 2025, soutenue par une politique monétaire restrictive. La dette publique demeure remarquablement faible, à environ 18 % du PIB — une solidité structurelle rarement observée dans les marchés frontières.

SECTEUR	PART DU PIB	NOTES	CROISSANCE 2025
Industries extractives	**39 %**	95 % des exportations ; principal attracteur d'IDE	**10,1 %**
Services	**33 %**	Transport, télécoms, finance	**Stable**
Industrie manufacturière	**18 %**	Largement informelle ; agro-industrie naissante	**Modérée**
Agriculture	**17 %**	80 M ha arables ; exploitation commerciale limitée	**Stable**

03 Minéraux critiques et ressources naturelles

La dotation minérale de la RDC est structurellement irremplaçable dans le contexte de la décarbonisation mondiale. Aucun scénario crédible de neutralité carbone ne contourne les chaînes d'approvisionnement congolaises en cobalt et en cuivre. La valeur totale des ressources naturelles est estimée à 24 000 milliards de dollars. La RDC détient 57 % des réserves de cobalt connues en Afrique et représente 70 à 80 % de l'offre mondiale. La Chine contrôle des participations dans 15 des plus grandes mines de RDC et environ 80 % de la production de cobalt — une concentration qui alimente la réorientation stratégique des capitaux occidentaux.

MINÉRAL / RESSOURCE	POSITION MONDIALE	DÉTAIL CLÉ
Cobalt	**70–80 % de l'offre mondiale**	1er producteur mondial ; 254 000 t extraites (2024) ; 13× l'Indonésie
Cuivre	**~11 % de la production mondiale**	2e rang mondial ; 3,3 Mt (2024) ; Kamoa-Kakula moteur principal
Coltan	**1er producteur**	Essentiel aux condensateurs, semi-conducteurs et électronique de défense
Lithium	**Émergent**	Gisements de qualité batterie en cours de cartographie ; priorité stratégique déclarée
Or	**Significatif**	Production artisanale dominante ; formalisation et traçabilité en cours
Hydroélectricité	**40 % du potentiel africain**	Capacité du fleuve Congo : 100 000+ MW ; Inga 3 = 10 000 MW visés

Événement réglementaire clé (2025). La RDC a mis en œuvre une suspension temporaire des exportations de cobalt (février–octobre 2025) afin de stabiliser les prix mondiaux, démontrant un pouvoir de marché côté offre. Bloomberg Intelligence a estimé le coût budgétaire à jusqu'à 400 millions USD en cas de prolongation. Cet épisode confirme à la fois le levier de marché de la RDC et son imprévisibilité réglementaire — une réalité duale que les investisseurs doivent quantifier.

04 Cadre ESG — environnement, social et gouvernance

Les considérations ESG sont de plus en plus déterminantes dans les décisions d'investissement en RDC. Le modèle de croissance du pays, dépendant du secteur extractif, crée une exposition structurée sur les trois piliers ESG. Pour les investisseurs institutionnels opérant dans le cadre SFDR, de la Taxonomie européenne ou d'exigences de durabilité équivalentes, une évaluation ESG rigoureuse est un prérequis — et non un complément — à la diligence raisonnable pays.

E · ENVIRONNEMENT

La RDC abrite la deuxième plus grande forêt tropicale du monde — le Bassin du Congo — couvrant environ 2 millions de km² et séquestrant environ 1,1 à 1,5 milliard de tonnes d'équivalent CO_2 par an, ce qui en fait un puits de carbone mondial d'importance critique. Cet atout écologique coexiste avec de sérieux passifs environnementaux : la déforestation liée à l'agriculture artisanale et à la production de charbon de bois s'accélère, tandis que l'exploitation minière à grande échelle dans le Katanga et le Lualaba expose à des risques de destruction des habitats, de drainage acide, de contamination des eaux et de gestion insuffisante des résidus miniers.

RÉF.	FACTEUR	NOTATION	DÉTAIL
E1	**Déforestation**	ÉLEVÉ	Bassin du Congo : +60 M ha menacés. Empiétement agricole et charbonnier en accélération.
E2	**Impact minier**	ÉLEVÉ	Drainage acide, résidus, contamination des eaux dans la ceinture du Katanga. Application inégale.
E3	**Séquestration carbone**	POSITIF	Bassin du Congo : ~1,1–1,5 Md t CO_2e/an absorbés. Potentiel REDD+ et crédits carbone.
E4	**Transition hydroélectrique**	POSITIF	Inga 3 et projets au fil de l'eau pourraient décarboner les réseaux régionaux à l'échelle continentale.
E5	**Vulnérabilité climatique**	ÉLEVÉ	Inondations à Kinshasa (2024) ; sécheresse à l'est. Capacité d'adaptation climatique insuffisante.
E6	**Empreinte ASM**	ÉLEVÉ	~2 M mineurs artisanaux sans contrôle environnemental. Contamination au mercure documentée.

S · SOCIAL

Le profil de risque social de la RDC est parmi les plus complexes des marchés frontières. Une population de plus de 107 millions d'habitants — majoritairement âgée de moins de 18 ans — dépend de services publics chroniquement sous-financés. Le conflit à l'est a généré l'une des plus grandes crises de déplacement interne au monde, avec plus de 5,2 millions de déplacés en 2025. Le travail des enfants dans les mines artisanales de cobalt demeure un risque réputationnel documenté et significatif pour les investisseurs et fabricants en aval. Positivement, l'urbanisation et la pénétration mobile ouvrent de nouveaux débouchés économiques, et une diaspora croissante maintient des flux de transferts de fonds significatifs.

RÉF.	FACTEUR	NOTATION	DÉTAIL
S1	**Travail des enfants (ASM)**	ÉLEVÉ	Documenté dans le cobalt artisanal. Poursuites judiciaires contre des entreprises tech/auto. Traçabilité cruciale.
S2	**Conflit et déplacement**	ÉLEVÉ	Plus de 5,2 M de déplacés à l'est. Conflit M23 persistant malgré les cadres de paix de Washington et Doha.
S3	**Relations communautaires (EIG)**	MOYEN-ÉLEVÉ	Résistance communautaire dans le Lualaba/Kasaï. Conflits récurrents sur le partage des revenus.
S4	**Droits du travail et sécurité**	ÉLEVÉ	Taux élevés d'accidents mortels dans les mines. Reconnaissance syndicale limitée. Main-d'œuvre ASM informelle.
S5	**Inclusion financière**	MOYEN	~70 %+ d'adultes non bancarisés. Croissance rapide de la monnaie mobile. Opportunité fintech significative.
S6	**Inégalité de genre**	ÉLEVÉ	IDG PNUD parmi les plus bas mondialement. Violences sexuelles liées au conflit systémiques à l'est.
S7	**Capital humain**	MOYEN	Population jeune et nombreuse. Taux d'inscription universitaire faible mais en progression.

G · GOUVERNANCE

La gouvernance demeure la contrainte structurelle la plus persistante sur la qualité des investissements en RDC. Transparency International classe la RDC dans le dernier quartile mondial de l'Indice de Perception de la Corruption. La faiblesse de l'indépendance judiciaire, des capacités d'exécution insuffisantes et les précédents de renégociation rétroactive des contrats créent un risque d'État de droit significatif. La révision du Code minier de 2018 — qui a augmenté les redevances, réduit les clauses de stabilité et imposé des participations congolaises — illustre le pouvoir réglementaire du gouvernement. Le programme FMI en cours (2,77 Md USD, 2025) constitue un ancrage de conditionnalité pour la continuité des réformes.

RÉF.	FACTEUR	NOTATION	DÉTAIL
G1	**Corruption et transparence**	ÉLEVÉ	TI IPC : dernier quartile mondial. Participation ITIE suspendue ; réintégration en cours.
G2	**Stabilité contractuelle**	MOYEN-ÉLEVÉ	Code minier 2018 : clause de stabilité réduite. Précédents de renégociation rétroactive.
G3	**Prévisibilité réglementaire**	MOYEN-ÉLEVÉ	Suspension des exportations de cobalt (fév. 2025) sans consultation préalable du marché.
G4	**Discipline FMI**	POSITIF	Programme 2,77 Md USD (2025) : conditionnalité de gouvernance et ancrage macroéconomique.
G5	**Réforme anti-corruption**	MOYEN	Réformes judiciaires et GFP initiées par l'administration Tshisekedi. Bilan d'exécution mitigé.
G6	**ITIE / propriété effective**	MOYEN	RDC en cours de réintégration à l'ITIE. Registre de propriété effective en développement.

05 Matrice des risques d'investissement

FACTEUR DE RISQUE	NOTATION	DÉTAIL
Sécurité — conflit à l'est	ÉLEVÉ	Conflit M23/soutenu par le Rwanda au Nord/Sud-Kivu. Cadres de paix de Washington (juin 2025) et Doha (nov. 2025) signés. Situation sécuritaire au sol toujours instable.
Risque réglementaire	MOYEN-ÉLEVÉ	Code minier 2018 : hausse des redevances et participations imposées. Suspension cobalt (fév.–oct. 2025) sans consultation préalable.
Gouvernance et corruption	ÉLEVÉ	Capacité institutionnelle faible, exécution contractuelle inégale. Réformes en cours mais bilan d'exécution mitigé.
Déficit d'infrastructures	ÉLEVÉ	152 400 km de routes pour 2,34 M km² — 40 % en dessous de la moyenne subsaharienne. Moins de 10 % praticables toute l'année.
Risque de concentration chinoise	MOYEN	Chine : participations dans 15 des plus grandes mines et ~80 % de la production de cobalt. Réorientation occidentale en cours.
Volatilité macroéconomique	MOYEN	Franc stabilisé en 2025 (+5 % en moyenne annuelle). Inflation en baisse à 7,5 %. Déficit budgétaire ~3 % du PIB.
Risque ESG / réputation	MOYEN-ÉLEVÉ	Exposition aval au travail des enfants dans les ASM cobalt. Règlement batteries UE et lois US de diligence raisonnable.
Risque prix des matières premières	MOYEN	Revenus de la RDC fortement corrélés aux cycles du cuivre/cobalt. Une correction prolongée comprimerait significativement les marges budgétaires.

06 Paysage des opportunités

Malgré un profil de risque élevé, la RDC suscite un intérêt institutionnel sérieux dans de multiples secteurs. Les thèses suivantes représentent les opportunités d'investissement les plus convaincantes à moyen et long terme pour des capitaux dotés d'une tolérance au risque adaptée.

01

Minéraux critiques — transition énergétique

Le cobalt et le cuivre congolais sont structurellement indispensables aux batteries VE, au stockage sur réseau et aux infrastructures d'énergie propre. Aucun scénario crédible de neutralité carbone ne contourne la chaîne d'approvisionnement congolaise. La demande mondiale de cobalt devrait croître de 3 à 4× d'ici 2040 selon les scénarios de développement durable de l'AIE.

02

Réengagement américain et occidental

Un accord minéral RDC–États-Unis est en cours de négociation. KoBold Metals (soutenu par Gates et Bezos), Glencore et Ivanhoe Mines développent des positions occidentales face aux entreprises d'État chinoises. Le vent géopolitique favorable à l'approvisionnement non chinois est le plus fort depuis une décennie.

03

Hydroélectricité — projet Inga 3

Le fleuve Congo concentre 40 % du potentiel hydroélectrique africain. Inga 3 (10 000+ MW) figurerait parmi les plus grandes installations hydroélectriques au monde. Afrique du Sud, Égypte et fonds souverains du Golfe sont des partenaires d'achat potentiels. Le projet transformerait structurellement l'accès à l'énergie et les capacités d'exportation de la RDC.

04

Commercialisation agricole

La RDC dispose de 80 millions d'hectares de terres arables — le plus grand potentiel africain — avec une exploitation commerciale minimale à ce jour. L'agro-industrie, la transformation et les investissements dans la sécurité alimentaire en sont à leurs prémices, offrant un fort potentiel de valorisation pour des capitaux patients à long terme.

05

Finance numérique et fintech

Avec +70 % d'adultes non bancarisés et une pénétration mobile en hausse, la finance digitale représente une frontière à forte croissance. L'infrastructure de monnaie mobile régionale se développe rapidement. Kinshasa émerge comme hub technologique naissant avec un écosystème startup en développement.

06

Dividende de paix

Un cessez-le-feu durable à l'est pourrait débloquer environ 900 millions USD de revenus miniers annuels actuellement captés par des groupes armés. La normalisation des flux d'IDE et la reprise de l'investissement en infrastructure catalyseraient une réaccélération de la croissance vers les 8–9 % atteints en 2022–2023.

07 Dynamiques géopolitiques et processus de paix

Le conflit à l'est de la RDC est la variable à court terme la plus déterminante pour les conditions d'investissement. Le conflit armé — centré sur les forces M23 soutenues par le Rwanda dans le Nord et Sud-Kivu — a déplacé plus de 5,2 millions de personnes, coûté au gouvernement environ 900 millions USD de recettes minières annuelles, et créé des primes de risque sécuritaire significatives sur l'ensemble du corridor d'investissement est. Plusieurs pistes diplomatiques sont simultanément actives.

DATE	ÉTAPE CLÉ	PORTÉE
Juin 2025	Accord de paix RDC–Rwanda–États-Unis, Washington D.C.	Accord de désescalade négocié par Trump ; négociations d'accord minéral RDC–US attachées.
Juillet 2025	Déclaration de principes — Gouvernement RDC et M23, Doha	Facilité par le Qatar. Cadre formel de cessez-le-feu et interdiction des avances militaires.
Nov. 2025	Accord-cadre de paix global signé, Doha	Accord le plus complet à ce jour. Mécanisme d'échange de prisonniers et suivi du cessez-le-feu établis.
En cours	Cadre d'intégration économique régionale (CIER) — RDC–Rwanda	Paraphé nov. 2025. Normalisation de la coopération économique entre les deux pays.

Note. Les progrès diplomatiques n'ont pas encore été suivis d'une amélioration de la situation sécuritaire sur le terrain. Comme l'a indiqué le DPPA de l'ONU en août 2025 : « l'évolution de la situation sécuritaire sur le terrain n'a pas correspondu aux progrès réalisés sur le plan diplomatique. » Les investisseurs devraient traiter les jalons de paix comme des catalyseurs d'optionalité — des déclencheurs potentiels de hausse — et non comme des événements de dérisquage confirmés.

08 Perspectives — scénarios

SCÉNARIO DE BASE	Croissance du PIB moyenne de 5,1–5,5 % jusqu'en 2028, portée par le secteur extractif. Stabilisation partielle de la paix à l'est. Le programme FMI assure un ancrage macroéconomique. L'inflation converge vers la cible de 7 % à moyen terme d'ici 2026. Les capitaux occidentaux se substituent progressivement à la domination chinoise dans les projets miniers stratégiques. Pas de reconduction de la suspension des exportations de cobalt. Flux d'IDE stables à 1,5–2,0 Md USD par an.
SCÉNARIO OPTIMISTE	Un cessez-le-feu durable au Nord/Sud-Kivu débloque ~900 M USD+ de revenus miniers annuels. L'accord minéral RDC–États-Unis accélère les IDE occidentaux. Inga 3 atteint sa clôture financière. La commercialisation agricole attire des institutions de financement agricole. La croissance du PIB réaccélère vers 8–9 %, avec un effet cumulatif des dividendes de paix et d'investissement. L'amélioration du profil ESG ouvre les flux de capitaux SFDR Article 9.
SCÉNARIO PESSIMISTE	Effondrement des cadres de Doha/Washington. Avancée du M23 vers le cœur minier du Katanga — créant une menace directe pour le secteur extractif. La correction des prix des matières premières comprime les marges budgétaires. Les restrictions à l'exportation déclenchent une fuite des investisseurs. Le déficit budgétaire se creuse au-delà de 4 % du PIB. Les contentieux cobalt ASM créent une cascade réputationnelle pour les investisseurs en aval.

09 Conclusion

La République Démocratique du Congo présente l'un des profils risque/rendement les plus asymétriques disponibles sur les marchés frontières mondiaux. La thèse haussière structurelle — portée par la demande en minéraux critiques, l'ampleur démographique et un processus de paix en accélération — figure parmi les plus convaincantes à long terme pour des capitaux institutionnels orientés frontières. La thèse baissière structurelle — portée par la fragilité de la gouvernance, la complexité sécuritaire et le risque d'exécution ESG — est tout aussi bien documentée. La question centrale pour les investisseurs n'est pas de savoir si l'opportunité est réelle, mais si l'architecture institutionnelle existe pour y accéder de manière responsable, rentable et conforme aux cadres ESG et de diligence raisonnable en constante évolution.

Avertissement. Ce profil pays est préparé à titre informatif uniquement et ne constitue pas un conseil en investissement, une sollicitation ni une offre d'achat ou de vente de tout titre ou instrument financier. Toutes les données proviennent de sources accessibles au public, notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le FMI, le Département d'État américain, le CSIS, l'Atlantic Council et les publications des Nations Unies. Les investisseurs doivent effectuer leur propre diligence raisonnable indépendante et consulter un professionnel qualifié avant toute décision d'investissement. Les performances passées ne préjugent pas des résultats futurs. Les investissements sur les marchés frontières comportent des risques substantiels, incluant la perte potentielle du capital investi.

Sources : Banque mondiale · Banque africaine de développement · FMI · Département d'État américain · CSIS · Atlantic Council · Nations Unies. Recherche arrêtée à mai 2026.

Luxembourg-RD Congo Chambre de Commerce ASBL · RCS Luxembourg F15215 · 14, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg · info@ccluxrdc.org · www.ccluxrdc.org